

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2003-2004

2 JUILLET 2004

Proposition de loi visant à améliorer l'application de l'obligation alimentaire en cas d'admission de parents en maison de repos

(Déposée par Mmes Mia De Schamphelaere et Sabine de Bethune)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi reprend, moyennant quelques adaptations purement légistiques, le texte d'une proposition qui a déjà été déposée à la Chambre des représentants sous la législature précédente (doc. Chambre, n° 50-1938/001).

1. Le coût mensuel du séjour en maison de repos est très élevé pour bien des pensionnaires des établissements en question par rapport au montant mensuel de leur pension. Les économies successives que le gouvernement impose aux maisons de repos risquent d'encore alourdir sensiblement la pression sur les prix de séjour.

Le tarif journalier actuel est en moyenne de 34,46 euros (1 390 francs) en Flandre, de 28,98 euros (1 169 francs) en Wallonie et de 34,01 euros (1 372 francs) à Bruxelles. À cela s'ajoutent très souvent toutes sortes de suppléments comme les honoraires des médecins et les frais de médicaments, les frais de coiffeur, le prix des produits de soins, etc.

Il faut donc qu'à l'avenir, les maisons de repos puissent compter sur les interventions nécessaires de l'assurance-maladie dans les frais de soins. Sinon, de plus en plus de personnes démunies séjournant en maisons de repos vont devoir recourir aux services des CPAS. L'obligation d'entretien ne peut jamais être la

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2003-2004

2 JULI 2004

Wetsvoorstel ter verbetering van de toepassing van de onderhoudsplicht bij opname van ouderen in een rusthuis

(Ingediend door de dames Mia De Schamphelaere en Sabine de Bethune)

TOELICHTING

Dit wetsvoorstel neemt, met enkele louter legistieke aanpassingen, de tekst over van een voorstel dat tijdens de vorige zittingsperiode reeds in de Kamer van volksvertegenwoordigers werd ingediend (stuk Kamer, nr. 50-1938/001).

1. De maandelijkse kostprijs die rusthuisbewoners voor hun verblijf moeten betalen, valt voor velen van hen zeer hoog uit in vergelijking met hun maandelijks pensioen. Door de terugkerende besparingen die de regering aan de rusthuizen oplegt, dreigt de druk op de bewonersprijs zelf nog fors toe te nemen.

De actuele dagprijs in Vlaanderen bedraagt gemiddeld 34,46 euro (1 390 frank), in Wallonië 28,98 euro (1 169 frank) en in Brussel 34,01 euro (1 372 frank). In heel wat gevallen komen er nog allerlei supplementen bij: dokters- en medicatiekosten, kapper, verzorgingsproducten, ...

Het is dus noodzakelijk dat in de toekomst de rusthuizen kunnen rekenen op de nodige tussenkomsten vanwege de ziekteverzekering in de zorgkosten. Zoniet dreigen er steeds meer onbemiddelde rusthuisbewoners een beroep te doen op het OCMW. De onderhoudsverplichting mag trouwens nooit het gevolg

conséquence de la carence des pouvoirs publics de dégager les moyens nécessaires.

Il va de soi que grâce à l'instauration de l'assurance-dépendance, les intéressés pourront beaucoup plus facilement payer les frais de séjour, à ceci près, toutefois, qu'il faut relativiser les choses dans la mesure où ladite assurance ne vaut que pour les Flamands qui séjournent en maison de repos et qui réclament beaucoup de soins.

2. Les pensions sont fonction des revenus qui ont été recueillis au cours de la vie active. Ceux qui ont gagné beaucoup au cours de leur vie active peuvent prétendre à une pension assez élevée et ceux qui ont gagné moins ou qui n'ont bénéficié que d'un revenu de remplacement devront se contenter d'une pension modeste. C'est surtout parmi ces derniers qu'il y a des personnes qui risquent de connaître des difficultés en cas d'admission dans une maison de repos. Les personnes qui n'ont qu'une pension modeste et qui sont de surcroît démunies devront souvent recourir aux services des CPAS. Les personnes réclamant le plus de soins pourront bénéficier d'une allocation d'«aide aux personnes âgées».

Il nous semble dès lors absolument nécessaire d'adapter le montant des pensions les plus faibles et de lier en priorité toutes les pensions modestes à l'évolution du bien-être, de manière à limiter autant que possible les risques d'obligation alimentaire.

3. Il est en outre nécessaire d'élaborer un régime légal uniforme pour ce qui est de «l'argent de poche» des pensionnaires des maisons de repos. Il s'agit de la partie de leur pension dont ils doivent pouvoir disposer personnellement et qui ne peut donc pas servir à payer les frais de séjour en maison de repos. Ce montant, qui doit pouvoir être utilisé librement à des fins personnelles, doit être augmenté pour être adapté à l'évolution du bien-être.

4. Il ne fait aucun doute, pour nous, qu'il y a lieu de tenir compte des principes énoncés ci-dessus dans le débat sur l'opportunité de maintenir l'obligation alimentaire.

Néanmoins, nous estimons aussi que l'on ne peut pas demander à la collectivité de prendre en charge tous les coûts des personnes séjournant en maison de repos qui ne sont pas à même de payer leurs frais de séjour. L'idée de recourir à la solidarité familiale reste valable et défendable.

La solidarité familiale s'exprime d'ailleurs très souvent spontanément, sans que l'on ait besoin de recourir au CPAS. Actuellement, nombre d'enfants interviennent de leur plein gré dans les frais de séjour en maison de repos de leurs parents. Ce n'est que

zijn van het feit dat de overheid niet de nodige middelen ter beschikking stelt.

De invoering van de Zorgverzekering zal ongetwijfeld een belangrijke bijdrage betekenen in de betaalbaarheid van de dagprijzen, doch deze tegemoetkoming moet meteen gerelativeerd worden omdat ze enkel van toepassing is op de Vlaamse rusthuisbewoners met een zeer grote zorgbehoefte.

2. De pensioenen zijn gerelateerd aan de vroegere inkomsten tijdens de actieve loopbaan. Wie tijdens zijn beroepsloopbaan goed verdiende, kan nadien op een vrij goed pensioen aanspraak maken. Wie minder goed heeft verdiend of slechts een vervangingsinkomen genoot, zal het met een bescheiden pensioen moeten stellen. Het is vooral deze groep mensen die ernstig in de problemen kan komen bij een rusthuisopname. Wie een laag pensioen krijgt en bovendien onbemiddeld is, moet in veel gevallen een beroep doen op het OCMW. De zwaarst zorgbehoevenden zullen een tegemoetkoming «Hulp aan bejaarden» kunnen ontvangen.

Om de risico's op onderhoudsplicht zoveel mogelijk te vermijden, lijkt het ons derhalve meer dan noodzakelijk dat vooral de laagste pensioenen aangepast worden en dat prioritair alle bescheiden pensioenen welvaartsvast worden gemaakt.

3. Bovendien dringt de noodzaak zich op om een éénvormige wettelijke regeling vast te leggen in verband met het zogenaamde «zakgeld» voor rusthuisbewoners. Dit is een gedeelte van het pensioen waarover de betrokkenen gegarandeerd zelf moet kunnen beschikken en dat dus niet mag gebruikt worden om de rusthuiskosten te betalen. Dit bedrag van vrij te besteden inkomen voor persoonlijke doeleinden moet opgetrokken worden om het aan de welvaartsevolutie aan te passen.

4. Het is voor ons duidelijk dat het debat over de wenselijkheid van het behoud van de onderhoudsplicht moet gevoerd worden rekening houdende met de bovenvermelde uitgangspunten.

Toch blijven we ook van mening dat de gemeenschap niet zonder meer alle kosten op zich kan nemen van de rusthuisbewoners die niet in staat zijn hun verblijf te bekostigen. Het blijft verdedigbaar en waardevol om ook een beroep te doen op de familiale solidariteit.

Deze familiale solidariteit ontstaat in vele gevallen trouwens op een spontane manier, zonder dat het OCMW daarvoor aangesproken wordt. Heel wat kinderen komen nu vrijwillig tussen in de kosten van hun ouders in een rusthuis. Pas wanneer men ook

lorsque la famille n'est plus en mesure de supporter elle-même le coût des soins que les pouvoirs publics interviennent.

Le maintien de l'obligation alimentaire réciproque entre parents et enfants est un choix de principe. Par la présente proposition de loi, nous entendons souligner la noblesse de ce choix et, partant, de la solidarité familiale. Les enfants ont, à l'égard de leurs parents, une responsabilité (notamment financière) qui fait suite à celle que leurs parents ont assumée plus tôt à leur égard. Les parents et les enfants ont un devoir de prise en charge réciproque. Dans une perspective plus large, on peut parler d'une solidarité entre les générations, chaque génération étant solidaire de l'autre.

5. Une suppression éventuelle de l'obligation de récupération remettrait en cause ce noble principe. Beaucoup d'enfants qui aident déjà leur parents spontanément et en toute discrétion seront démotivés et iront peut-être jusqu'à suspendre leur aide, ce qui contraindrait les CPAS à intervenir. Des personnes qui disposent pourtant de suffisamment de moyens (et donc n'auraient jamais sollicité l'aide du CPAS auparavant) pourraient elles aussi décider de recourir au CPAS.

De plus, on risque de voir des seniors qui envisagent de se faire admettre dans une maison de repos s'arranger pour devenir insolvables. Après avoir partagé leurs moyens financiers et leurs biens meubles et immeubles entre leurs enfants, rien ne les empêcherait d'introduire une demande d'aide. Il serait de toute manière impossible de récupérer quoi que ce soit auprès des enfants.

6. Enfin, il y a aussi des objections d'ordre légal. Le principe de l'obligation alimentaire est un principe général qui est inscrit dans le Code civil. Cette obligation est basée sur la solidarité familiale au même titre que le droit successoral. Tous deux sont indissociables et reposent sur un certain équilibre entre les droits et les devoirs. Si des familles se déchargeaient de leur responsabilité sur les pouvoirs publics, le principe général en question serait remis en question. Les inconvénients éventuels d'une suppression arbitraire de l'obligation alimentaire nous semblent donc très grands.

7. Voilà pourquoi nous plaçons, par principe, pour le maintien de l'obligation alimentaire moyennant les corrections suivantes au système actuel.

7.1. Un montant maximum

En plafonnant l'obligation alimentaire, on est sûr que le débiteur d'aliments pourra la payer. On

binnen de familie niet in de mogelijkheid verkeert de zorgkosten zelf te bekostigen, komt de overheid tussen.

Het behoud van de wederzijdse onderhoudsplicht tussen ouders en kinderen is een principiële keuze. Met dit wetsvoorstel beklemtonen wij de waarde van deze keuze en dus van de familiale solidariteit. Kinderen hebben een verantwoordelijkheid (waaronder een financiële) ten aanzien van hun ouders, nadat eerder ouders hun verantwoordelijkheid hebben genomen ten aanzien van hun kinderen. Ouders en kinderen hebben ten aanzien van elkaar een zorgplicht. In bredere zin kunnen we spreken van een intergenerationale solidariteit, waarbij de ene generatie solidair is met de andere generatie.

5. Een eventuele afschaffing van de terugvorderingplicht zal dit waardevol principe op de helling zetten. Een aantal kinderen die nu reeds spontaan en in alle stilte hun ouders ondersteunen, zullen gedemotiveerd worden en misschien hun steun staken waardoor de OCMW's genoodzaakt worden een tussenkomst te verlenen. Aldus zullen ook mensen die nochtans over voldoende middelen beschikken (en dus voorheen nooit bij het OCMW zouden aankloppen) daardoor mogelijks wel op het OCMW beroep doen.

Bovendien bestaat het gevaar dat bejaarden die een rusthuisopname overwegen, zich vooraf opzettelijk onvermogen maken. Nadat zij hun financiële middelen, roerende en onroerende goederen onder hun kinderen verdeeld hebben, kunnen zij een steunaanvraag indienen. Bij de kinderen kan toch niets meer teruggevorderd worden.

6. Ten slotte zijn er ook wettelijke bezwaren. De onderhoudsplicht is als algemeen principe ingeschreven in het Burgerlijk Wetboek en is net als het erfrecht gebaseerd op de familiale solidariteit. Beiden zijn aan elkaar gekoppeld en houden een zeker evenwicht in tussen rechten en plichten. Indien families hun verantwoordelijkheid doorschuiven naar de overheid, komt dit algemeen rechtsprincipe op de helling te staan. De mogelijke nadelen van een arbitraire afschaffing van de onderhoudsplicht lijken ons dus erg groot.

7. We pleiten principieel daarom voor het behoud van de onderhoudsplicht, mits volgende correcties aan het huidige systeem:

7.1. Een maximumbedrag

De invoering van een maximumbedrag inzake de onderhoudsbijdrage garandeert de betaalbaarheid

propose de prévoir une contribution maximum de 375 euros par mois, par débiteur d'aliments.

7.2. Une contribution raisonnable

La collectivité doit veiller à ce que la solidarité imposée soit équitable et réalisable. Pour ce faire, il y a lieu de tenir suffisamment compte des frais que doit supporter le débiteur d'aliments, comme les frais d'éducation de ses enfants. Le devoir de solidarité ne peut en aucun cas mettre en péril la situation personnelle du débiteur d'aliments. Il convient par conséquent de porter le montant de base exonéré à 25 000 euros et de le majorer de 2 500 euros par personne à charge. À l'heure actuelle, le montant exonéré est de 14 162,35 euros, majoré de 2 478 euros par personne à charge.

On retranche donc du revenu net imposable du débiteur d'aliments un montant de base exonéré de 25 000 euros, majoré d'un montant de 2 500 euros par personne à charge. C'est sur la base de ce solde (c'est-à-dire du montant non exonéré) qu'est calculé le taux de recouvrement. Un exemple de ce calcul figure dans le tableau ci-après.

Bien des tensions entre enfants débiteurs d'aliments sont dues au fait qu'à l'heure actuelle, seul le revenu net imposable est pris en compte. Pour remédier à cette situation, nous proposons qu'il puisse également être tenu compte de la possession de biens immobiliers importants. Comme l'octroi d'une allocation d'études de la Communauté flamande, l'octroi d'une pension alimentaire devrait être lié au revenu cadastral pris comme indicateur de la situation patrimoniale d'une personne.

Si le revenu net imposable reste inférieur au barème exonéré, le revenu cadastral des enfants débiteurs d'aliments est pris en compte, non compris celui de l'habitation personnelle.

On retranche donc du montant obtenu en additionnant les revenus cadastraux, à l'exception de celui de l'habitation personnelle, un montant de base exonéré de 2 500 euros, majoré d'un montant de 2 500 euros par personne à charge. C'est à partir de ce solde (c'est-à-dire du montant non exonéré) qu'est calculé le taux de recouvrement.

Dans le tableau de calcul ci-après, on appliquera alors un incrément des tranches de 125 euros plutôt que de 1 250 euros.

door de onderhoudsplichtige. Een maximale bijdrage van 375 euro per maand per onderhoudsplichtige wordt vooropgesteld.

7.2. Een redelijke bijdrage

De gemeenschap moet waken over de billijkheid en haalbaarheid van de opgelegde solidariteit. Daarbij moet voldoende rekening gehouden worden met de kosten van de onderhoudsplichtige, zoals de opvoeding van zijn of haar kinderen. De solidariteit mag de eigen situatie van de onderhoudsplichtige niet hypothekeren. Het vrijgestelde basisbedrag dient daarom opgetrokken te worden tot 25 000 euro, verhoogd met 2 500 euro per persoon ten laste. Momenteel zijn de vrijgestelde bedragen bepaald op 14 162,35 euro verhoogd met 2 478 euro per persoon ten laste.

Van het netto belastbaar inkomen van de onderhoudsplichtige wordt dus een vrijgesteld basisbedrag afgetrokken van 25 000 euro verhoogd met 2 500 euro per persoon ten laste. Het is op dit saldo (= niet-vrijgestelde bedrag) dat het terugvorderingpercentage berekend wordt. Een voorbeeld van deze berekening vindt u in de tabel op de volgende pagina.

Veel spanningen tussen onderhoudsplichtige kinderen hebben te maken met het feit dat momenteel enkel het netto belastbaar inkomen in rekening gebracht wordt. Om dit te corrigeren, stellen we voor dat ook het bezit van belangrijke onroerende goederen zou in aanmerking kunnen genomen worden. Net als bij de toekenning van een studietoelage van de Vlaamse Gemeenschap zou ook de onderhoudsbijdrage gekoppeld moeten worden aan het kadastraal inkomen als indicator van iemands vermogenstoestand.

Indien het netto belastbaar inkomen onder het vrijgesteld barema blijft, wordt het kadastraal inkomen van de onderhoudsplichtige kinderen in rekening gebracht, met uitzondering van dat van de eigen woning.

Van de som van deze kadastrale inkomens, vermindert met dit van de eigen woning, wordt een vrijgesteld basisbedrag afgetrokken van 2 500 euro verhoogd met 250 euro per persoon ten laste. Het is op dit saldo (= niet-vrijgesteld bedrag) dat het terugvorderingpercentage berekend wordt.

In de berekeningstabel op de volgende pagina verspringen de schijven dan telkens per 125 euro in plaats van per 1 250 euro.

	Taux de recouvrement sur le montant non exonéré — <i>Terugvorderingspercentage op het niet-vrijgesteld bedrag</i>	Pension alimentaire à payer par tranche (EUR) — <i>Te betalen onderhoudsbijdrage per schijf (EUR)</i>	Pension alimentaire cumulée par an (EUR) — <i>Gecumuleerde onderhoudsbijdrage per jaar (EUR)</i>
Sur la première tranche de 1 250 euros. — <i>Op de 1e schijf van 1 250 euro</i> . . .	10 %	125,00	125,00
Sur la deuxième tranche de 1 250 euros. — <i>Op de 2e schijf van 1 250 euro</i> . . .	12,5 %	156,25	281,25
Sur la troisième tranche de 125 euros. — <i>Op de 3e schijf van 125 euro</i> . . .	15 %	187,50	468,75
Sur la quatrième tranche de 125 euros. — <i>Op de 4e schijf van 125 euro</i> . . .	17,5 %	218,75	687,50
Sur la cinquième tranche de 125 euros. — <i>Op de 5e schijf van 125 euro</i> . . .	20 %	250,00	930,00
Sur la sixième tranche de 125 euros. — <i>Op de 6e schijf van 125 euro</i> . . .	22,5 %	281,25	1 218,75
Sur la septième tranche de 125 euros. — <i>Op de 7e schijf van 125 euro</i> . . .	25 %	312,50	1 531,25
Sur la huitième tranche de 125 euros. — <i>Op de 8e schijf van 125 euro</i> . . .	27,5 %	343,75	1 875,00
Sur la neuvième tranche de 125 euros. — <i>Op de 9e schijf van 125 euro</i> . . .	30 %	375,00	2 250,00
Sur la dixième tranche de 125 euros. — <i>Op de 10e schijf van 125 euro</i> . . .	32,5 %	406,25	2 656,25
Sur la onzième tranche de 125 euros. — <i>Op de 11e schijf van 125 euro</i> . . .	35 %	437,50	3 093,75
Sur le solde. — <i>Op het saldo</i>	37,5 %		

7.3. Un régime uniforme

Le législateur n'a réglé l'obligation alimentaire des enfants que de manière très rudimentaire. Le montant de la pension alimentaire est fixé actuellement par le CPAS concerné lui-même, ce qui peut entraîner une grande disparité entre les montants appliqués dans des situations comparables. Il est indispensable, pour la sécurité juridique du débiteur d'aliments, d'uniformiser et d'aligner les pensions alimentaires pour chacun, quelle que soit la commune de résidence. Nous proposons d'appliquer partout les mêmes échelles de recouvrement.

*
* *

7.3. Een uniforme regeling

De wetgever heeft de onderhoudsplicht in hoofde van de kinderen slechts zeer rudimentair geregeld. Het bedrag van de onderhoudsbijdrage wordt momenteel door het betrokken OCMW zelf vastgesteld. Dit kan leiden tot zeer uiteenlopende bijdragen in vergelijkbare situaties. Uniformiteit en gelijkschikking van de onderhoudsbijdrage voor eenieder — ongeacht in welke gemeente men woont — dringt zich in het kader van de rechtszekerheid van de onderhoudsplichtige op. Voorgesteld wordt om overal uniforme terugvorderingschalen te hanteren.

Mia DE SCHAMPHELAERE.
Sabine de BETHUNE.

*
* *

PROPOSITION DE LOIArticle 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 12*bis*, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 9 mai 1984 pris en exécution de l'article 13, deuxième alinéa, 1^o, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, et de l'article 100*bis*, § 1^{er}, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, inséré par l'arrêté royal du 8 avril 1987, est complété comme suit :

«4^o le recouvrement auprès du débiteur d'aliments est limité à un montant de 375 euros par mois, par débiteur d'aliments.»

Art. 3

Un article 12*ter*, libellé comme suit, est inséré dans le même arrêté royal :

«Art. 12*ter*. — Le montant fixé à l'article 12*bis*, alinéa 1^{er}, 4^o, est lié à l'indice-pivot 125,00 (rang 51) des prix à la consommation, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Ce montant est recalculé au 1^{er} janvier de chaque année avec application du coefficient 1,02n qui indique la différence de rang entre l'indice-pivot visé au premier alinéa et celui qui est atteint à la date citée.»

Art. 4

L'article 14, § 1^{er}, du même arrêté royal, modifié par les arrêtés royaux des 18 février 1985 et 11 décembre 2001, est remplacé par la disposition suivante :

«§ 1^{er}. Sans préjudice des dispositions de l'article 10, aucun recouvrement ne peut être effectué à

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 12*bis*, eerste lid, van het koninklijk besluit van 9 mei 1984 tot uitvoering van artikel 13, tweede lid, 1^o, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum en artikel 100*bis*, § 1, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 8 april 1987, wordt aangevuld als volgt :

«4^o het verhaal op de onderhoudsplichtige wordt beperkt tot een bedrag van maximaal 375 euro per maand per onderhoudsplichtige.»

Art. 3

In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 12*ter* ingevoegd, luidende :

«Art. 12*ter*. — Het bedrag bepaald in artikel 12*bis*, eerste lid, 4^o, is gekoppeld aan de spilindex 125,00 (rang 51) van de consumptieprijzen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Dat bedrag wordt opnieuw berekend op 1 januari van elk jaar door de coëfficiënt 1,02n erop toe te passen, die het verschil in rang aangeeft tussen de in het eerste lid vermelde spilindex en die welke op voornoemde datum is bereikt.»

Art. 4

Artikel 14, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 februari 1985 en 11 december 2001, wordt vervangen als volgt :

«§ 1. Onverminderd het bepaalde in artikel 10 kan geen verhaal worden uitgeoefend tegen de onder-

charge du débiteur d'aliments dont le revenu imposable de l'année civile précédant l'année au cours de laquelle la poursuite est décidée, ne dépasse pas 25 000 euros, augmenté de 2 500 euros par personne à charge, pour ce qui concerne le recouvrement des frais d'hospitalisation et de logement, ainsi que des frais du minimum de moyens d'existence ou d'aide sociale.

Le recouvrement est limité au montant qui excède le revenu imposable mentionné à l'alinéa 1^{er}.

Si le revenu imposable ne dépasse pas le montant exonéré, visé à l'alinéa 1^{er}, tous les revenus cadastraux, à l'exception de celui de l'habitation personnelle du débiteur d'aliments, sont additionnés. Aucun recouvrement ne peut être effectué dans ce cas si la somme des revenus cadastraux obtenue ne dépasse pas le montant suivant: 2 500 euros majoré de 250 euros par personne à charge.»

Art. 5

À l'article 16 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 8 avril 1987, sont apportées les modifications suivantes:

A) l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante:

«Lors de la détermination de la part contributive des débiteurs d'aliments, le centre public d'aide sociale est tenu d'appliquer une échelle uniforme fixée par le ministre qui a l'aide sociale dans ses attributions.»;

B) l'alinéa 2 est abrogé.

1^{er} juillet 2004.

houdsplichtige wiens belastbaar inkomen van het kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar waarin over de uitoefening wordt beslist, niet hoger is dan 25 000 euro, verhoogd met 2 500 euro per persoon ten laste, voor wat het verhaal van de kosten voor opname en huisvesting betreft, alsook voor wat de kosten van het bestaansminimum of de maatschappelijke dienstverlening betreft.

Het verhaal is beperkt tot het bedrag dat het in het eerste lid vermelde belastbaar inkomen te boven gaat.

Indien het belastbaar inkomen het vrijgesteld bedrag zoals bedoeld in het eerste lid niet overschrijdt, wordt de som gemaakt van alle kadastrale inkomens, verminderd met dat van de door onderhoudsplichtige betrokken eigen woning. Er kan in dit geval geen verhaal worden uitgeoefend indien bedoelde som van de kadastrale inkomens het volgende bedrag niet overschrijdt: 2 500 euro, verhoogd met 250 euro per persoon ten laste.»

Art. 5

In artikel 16 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 april 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

A) het eerste lid wordt vervangen als volgt:

«Bij het bepalen van de tussenkomst van de onderhoudsplichtige is het openbaar centrum van maatschappelijk welzijn gebonden aan een uniforme schaal die de minister tot wiens bevoegdheid het maatschappelijk welzijn behoort, vaststelt.»;

B) het tweede lid wordt opgeheven.

1 juli 2004.

Mia DE SCHAMPHELAERE.
Sabine de BETHUNE.